



# - REUNION -

## **BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture  
financière et bancaire**

~

**N° 126**

**4<sup>ème</sup> trimestre 2005**

**- Avril 2006 -**

## Sommaire

<b>Méthodologie</b>	<b>3</b>
<b>1. Synthèse</b>	<b>5</b>
<b>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</b>	<b>10</b>
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>11</b>
<i>L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques</i>	<i>12</i>
<i>Les placements des ménages</i>	<i>14</i>
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	<i>14</i>
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>15</b>
<b>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</b>	<b>15</b>
<i>L'évolution de l'endettement des agents économiques</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
<b>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</b>	<b>17</b>
<b>5. La position extérieure nette du système bancaire local</b>	<b>18</b>
<b>6. Risques sectoriels</b>	<b>19</b>
<b>7. Rappel des taux</b>	<b>21</b>
<b>7.1 Taux réglementés</b>	<b>21</b>
<b>7.2 Principaux taux de marché</b>	<b>21</b>
<b>7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</b>	<b>21</b>
<b>7.4 Taux de l'usure</b>	<b>21</b>
<b>8. Monnaie fiduciaire</b>	<b>22</b>
<b>8.1 Emission mensuelle de billets euros</b>	<b>22</b>
<b>8.2 Emission mensuelle de pièces euros</b>	<b>22</b>

## Méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

### 2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

### 3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit

local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) tandis que les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

### **5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux**

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

### **6) Position extérieure nette**

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

## 1. Synthèse

### 1 – Evolution conjoncturelle

Le quatrième trimestre 2005 a été marqué par une activité bancaire particulièrement dynamique, aussi bien en terme de collecte d'épargne, qui s'accroît de 387 millions d'€ (+ 12,8 % en rythme annuel), qu'en matière de distribution de crédits (+ 322 millions d'€ sur la même période soit + 17,4 % en rythme annuel).

Comme en 2004, le financement de l'investissement des entreprises (+ 132 millions d'€ sur le trimestre soit + 28,9 % en rythme annuel) et celui de l'immobilier des ménages (+ 193 millions d'€ au quatrième trimestre soit + 30,4 % en rythme annuel) sont demeurés robustes. Le quatrième trimestre a également été marqué par une reprise des crédits à la consommation des particuliers (+ 92 millions d'€ soit + 28,9 % en rythme annuel), ainsi que du financement de l'exploitation des entreprises (+ 76 millions d'€ soit + 41,7 % en rythme annuel).

Le début de l'année 2006 risque toutefois d'enregistrer un ralentissement du marché du crédit, en relation avec les difficultés de certains secteurs économiques du département liées aux conséquences de l'épidémie de Chikungunya et l'attentisme qui prévaut.

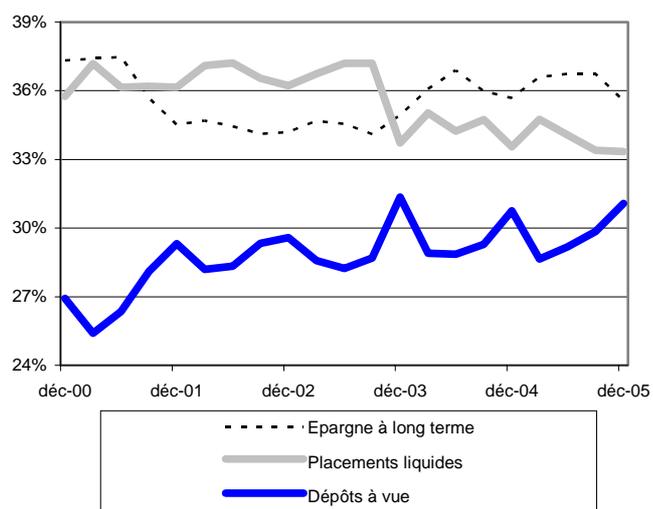
#### 1.1. Les actifs financiers

Les **actifs financiers** détenus par la clientèle non financière des établissements de crédit locaux s'élèvent à 8.567 millions d'€ à fin décembre 2005, en progression de 387 millions d'€ par rapport au trimestre précédent (après + 243 millions d'€ entre juin et septembre 2005 et + 96 millions d'€ entre mars et juin 2005).

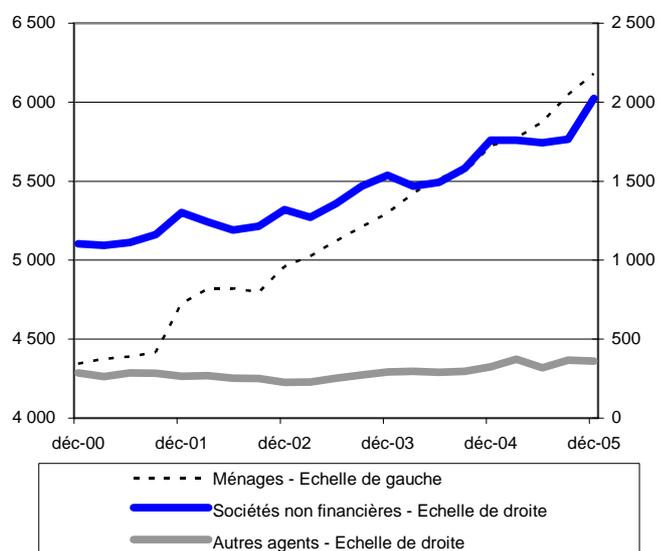
L'évolution des différents types de placements au quatrième trimestre 2005 est conforme aux mouvements régulièrement observés les précédentes années. Les encours des **dépôts à vue** continuent de progresser rapidement (+ 221 millions d'€ entre septembre et décembre 2005 après + 125 millions d'€ le trimestre précédent). Les **comptes sur livrets** progressent toujours faiblement (+ 12 millions d'€ sur le quatrième trimestre après + 12 millions d'€ entre juin et septembre 2005), essentiellement grâce à la croissance des encours collectés sur les livrets ordinaires (+ 10 millions d'€ entre septembre et décembre 2005 après + 15 millions d'€ au trimestre précédent), qui compense notamment la décollecte enregistrée sur les autres types de livrets. La baisse des encours des livrets A ralentit au quatrième trimestre (- 0,7 million d'€ après - 5,2 millions d'€ au troisième trimestre).

La progression sensible des **placements liquides à taux de marché** au quatrième trimestre (+ 115 millions d'€ après + 17 millions d'€ le trimestre précédent) témoigne notamment de la reconstitution de

Poids des différents placements dans l'épargne totale (tous agents économiques)



Décomposition des actifs financiers détenus par les agents économiques (en millions d'€)



<sup>1</sup> Après correction de l'incidence du retrait dans les statistiques de l'épargne gérée par le trésor pour compte de tiers (63 millions d'€).

la trésorerie des entreprises. En revanche, la progression de l'épargne à long terme, placement favoris des particuliers, ralentit sensiblement sur le trimestre (+ 38 millions d'€ contre + 89 millions d'€ au trimestre précédent).

Les **placements totaux détenus par les ménages réunionnais** ont progressé de + 134 millions d'€ sur le quatrième trimestre 2005 (contre + 74 millions d'€ au troisième trimestre et + 106 millions d'€ au deuxième trimestre). Cette progression s'explique par la forte hausse de leurs dépôts à vue (+ 86 millions d'€ entre septembre et décembre 2005 après + 61 millions d'€ au trimestre précédent), en liaison avec le versement des primes de fin d'année. En revanche, leur épargne à long terme s'est accrue plus lentement (+ 62 millions d'€ sur les trois derniers mois de l'année après + 86 millions d'€ pour les trois mois précédents). Toutefois, en tendance lourde, le poids relatif de l'épargne à long terme dans l'épargne totale des ménages continue de s'accroître, pour atteindre 43,2 % à fin décembre 2005 contre 39,6 % trois ans auparavant. Il demeure toutefois un peu inférieur au maximum de 44,4 % atteint en mars 2000 avant l'éclatement de la bulle spéculative sur les marchés boursiers. A l'inverse, la baisse ininterrompue des taux d'intérêts explique largement le recul relatif des placements liquides à taux de marché. Les récents relèvements de taux opérés par la Banque Centrale Européenne (décembre 2005 et mars 2006) pourraient enrayer ce mouvement.

L'augmentation des **placements des sociétés non financières** au cours du quatrième trimestre (+ 259 millions d'€ après + 21 millions d'€ le trimestre précédent) résulte d'une hausse de leurs dépôts à vue (+ 86 millions d'€ après + 60 millions d'€ entre juin et septembre 2005), et de leurs placements liquides et à terme (+ 148 millions d'€) qui témoigne d'une reconstitution de leur niveau de trésorerie. En revanche, leurs placements à long terme continuent de diminuer (- 26 millions d'€ après - 11 millions d'€ au troisième trimestre).

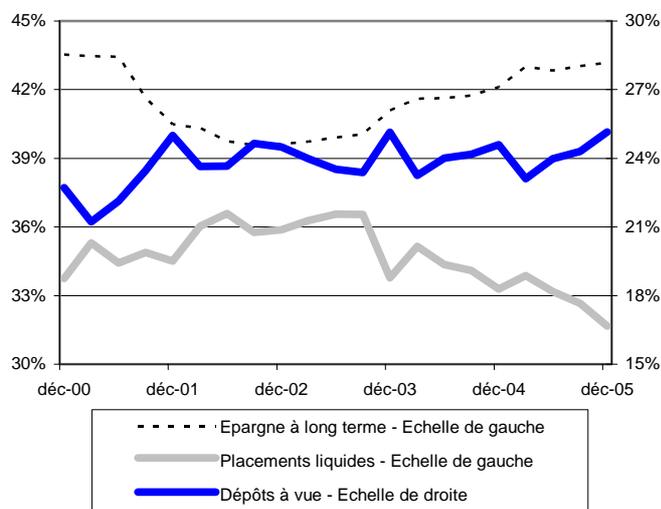
### 1.2. Les passifs financiers

#### a) Les concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (zone et hors zone)

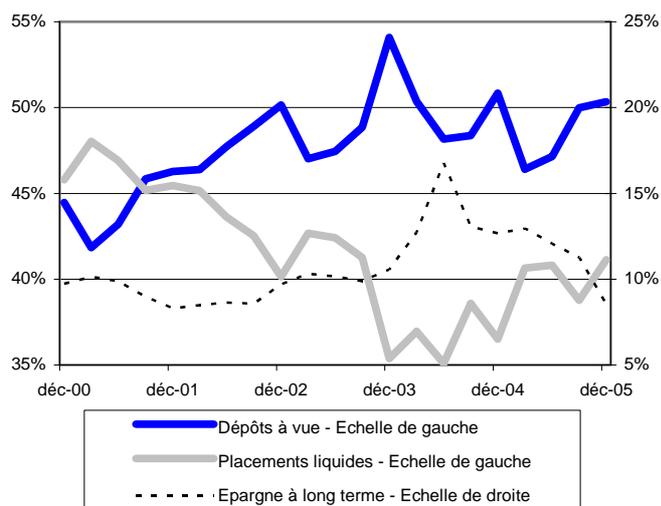
Le total des passifs financiers recensés par l'IEDOM s'élève à 12 273 millions d'€ au 31 décembre 2005, en progression de + 11,3 % sur un an. La hausse enregistrée au quatrième trimestre 2005 a atteint 709 millions d'€ (+ 25,7 %).

Avec un total de 5 811 millions d'€ les **entreprises** sont les principales bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. Leur endettement, qui progresse de 9,1 % en un an, est constitué majoritairement de crédits d'investissement (39,2 % à fin

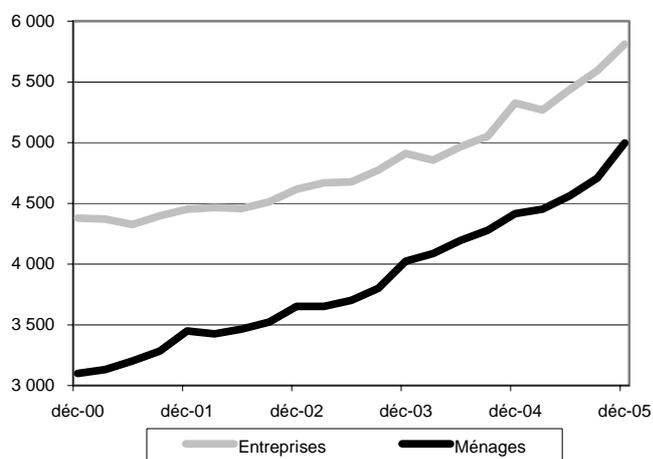
*Poids des différents placements dans l'épargne totale des ménages*



*et dans l'épargne totale des sociétés non financières*



*Concours bruts totaux (zone et hors zone) par agent économique (en millions d'€)*



décembre 2005) et de crédits liés à l'activité immobilière (38,9 %). Les crédits consentis aux **ménages**, principalement constitués de crédits à l'habitat (64,7 %) et de crédits à la consommation (30,9 %), atteignent 4 997 millions d'€ à fin décembre 2005, en progression de +13,2 % en glissement annuel. L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1.209 millions d'€ (en hausse de +12,9 % sur un an et de +80,8 % en rythme annuel sur le quatrième trimestre).

### b) Les concours octroyés par les établissements de crédit locaux

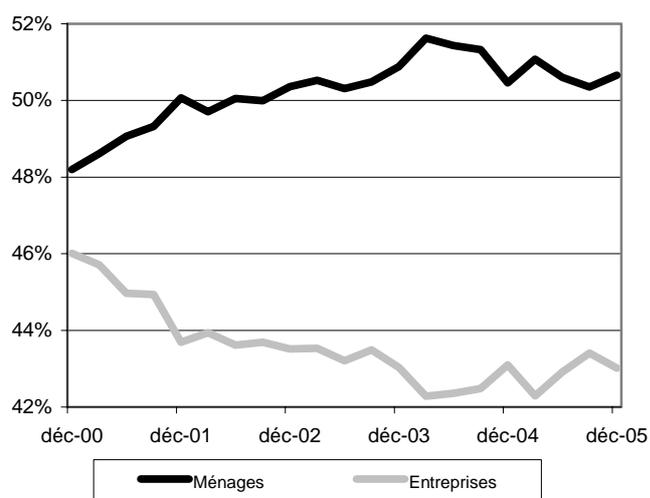
Les crédits consentis par les **établissements de crédit locaux** s'établissent à 9 266 millions d'€ à la fin du quatrième trimestre 2005, en progression de 545 millions d'€ sur le trimestre (+27,5 % en rythme annuel contre 288 millions d'€ au cours du trimestre précédent) et de 1 112 millions d'€ par rapport à fin décembre 2004 (+13,6 % en glissement annuel).

Les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux sont **les particuliers**, avec une dette de 4 694 millions d'€ à fin décembre 2005, en hausse de +13,7 % en glissement annuel (et de +6,5 % sur le trimestre soit +28,6 % en rythme annuel). Celle-ci s'est accrue de 286 millions d'€ au cours du quatrième trimestre (contre 141 millions d'€ au troisième trimestre) et de 567 millions d'€ au cours des douze derniers mois. Elle se compose majoritairement de crédits à l'habitat (2 993 millions d'€ soit 63,8 % du total brut) et de crédits à la consommation (1 488 millions d'€). Le rythme de croissance des crédits à l'habitat continue de s'accroître, avec une hausse de l'encours de 192 millions d'€ au cours du quatrième trimestre 2005 (130 millions d'€ le trimestre précédent), ce qui porte à 431 millions d'€ l'augmentation sur un an (+16,8 %).

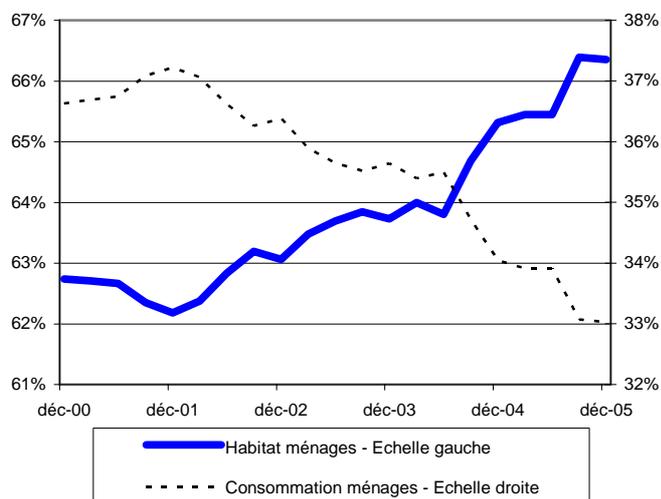
Le financement de la consommation des ménages progresse également sensiblement au cours du quatrième trimestre (+92 millions d'€ soit +28,9 % en rythme annuel contre +16 millions d'€ le trimestre précédent). Cette évolution peut notamment être mise en relation avec la tenue du salon biennal de l'automobile au mois d'octobre 2005 qui a conduit à l'immatriculation de 4.600 véhicules supplémentaires. En glissement annuel, la hausse atteint 155 millions d'€ sur douze mois soit +11,6 %.

La part des créances douteuses dans l'ensemble des concours consentis aux particuliers continue de décroître au quatrième trimestre 2005 pour atteindre 3,9 % contre 4,2 % au trimestre précédent. En montant brut, elles diminuent de -4,8 % (-9 millions d'€) en glissement sur les douze derniers mois.

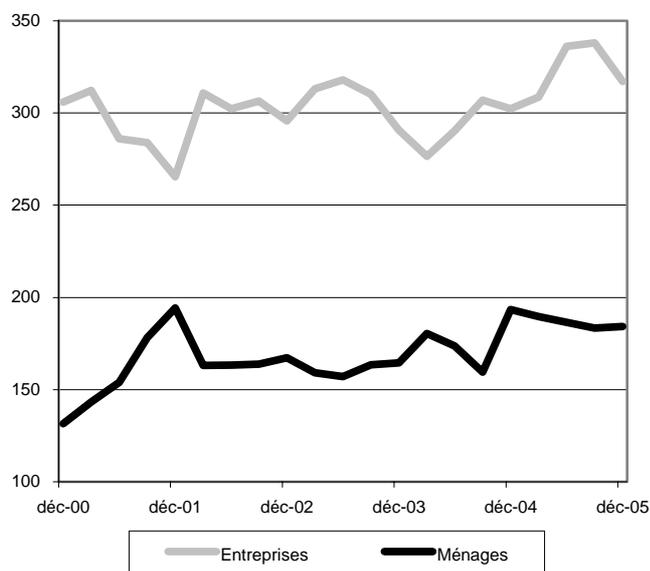
*Proportion des crédits par agent économique dans le total des concours bruts locaux*



*Poids des crédits à l'habitat et à la consommation dans les crédits sains des ménages*



*Créances douteuses brutes (zone) par agent économique (en millions d'€)*



Comme les années précédentes, les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM anticipent une forte diminution du financement de la consommation des ménages et de l'octroi des prêts à l'habitat pour le premier trimestre 2006.

Les concours bruts attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) par les banques locales s'élèvent à 3 986 millions d'€ à fin décembre 2005, en hausse de 220 millions d'€ sur le quatrième trimestre, ce qui porte à 472 millions d'€ l'augmentation sur les douze derniers mois, soit + 13,4 %. Ils sont principalement constitués de crédit à l'investissement (2 249 millions d'€ soit 56,4 % des encours totaux) et de crédits d'exploitation (906 millions d'€ soit 22,7 %).

Les crédits de financement des investissements des entreprises continuent de progresser sensiblement au quatrième trimestre 2005 (+ 136 millions d'€ après + 92 millions d'€ au troisième trimestre), à un rythme toutefois inférieur à celui de l'année précédente (+ 185 millions d'€ au quatrième trimestre 2004). Sur les douze derniers mois, l'augmentation atteint 298 millions d'€, soit + 15,3 % en glissement annuel (contre + 271 millions d'€ au cours de l'année 2004).

Le financement de l'exploitation des entreprises progresse de + 76 millions d'€ au quatrième trimestre, soit une hausse en rythme annuel de + 41,7 %. L'augmentation sur les douze derniers mois n'atteint toutefois que + 65 millions d'€ soit + 7,7 %.

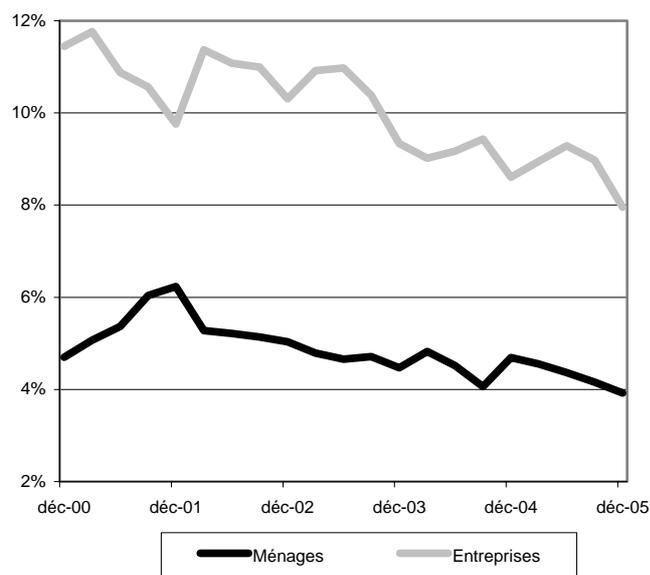
Les créances douteuses brutes constatées sur les entreprises diminuent de - 21 millions d'€ au quatrième trimestre et ne représentent plus que 8,0 % des crédits totaux consentis aux entreprises contre 9,0 % le trimestre précédent.

La bonne tenue du financement des entreprises se reflète dans les opinions des dirigeants des établissements de crédit interrogés. Le financement de l'investissement devrait marquer un recul au premier trimestre 2006 alors que les crédits d'exploitation, contrairement aux années précédentes, pourraient progresser.

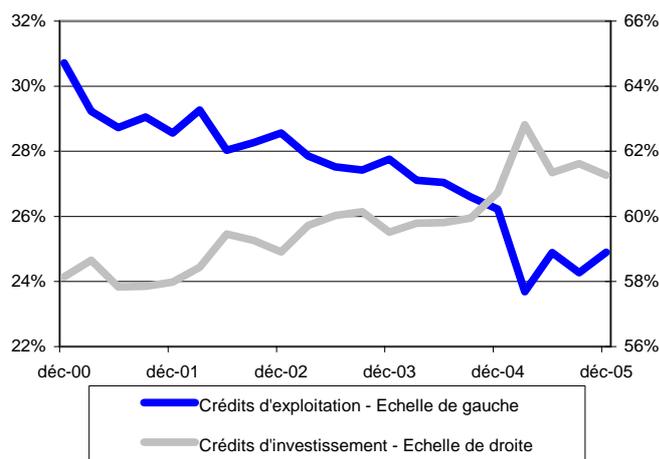
L'endettement des collectivités locales auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 402 millions d'€ en décembre 2005, en hausse de 15,7 % sur les douze derniers mois.

Au total, compte tenu de la progression plus rapide des crédits que des dépôts, le système bancaire local présente un **déficit structurel croissant de sa position extérieure nette**, qui atteint - 2 240 millions d'euros à fin décembre 2005.

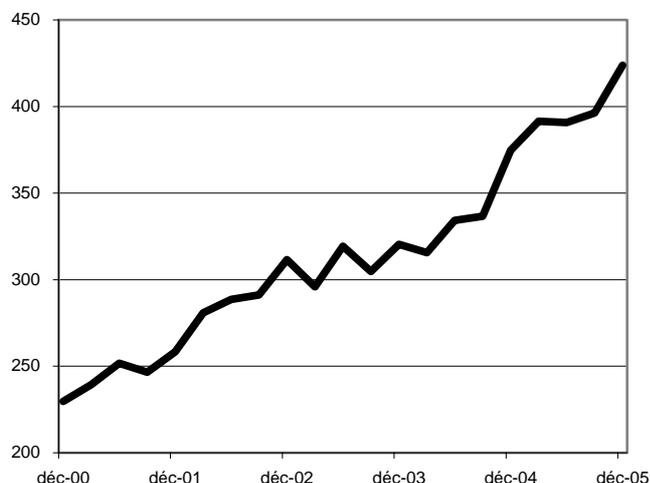
*Proportion des créances douteuses dans le total des concours (zone) par agent économique*



*Poids des crédits d'exploitation et d'investissement dans le total des crédits sains aux entreprises*



*Concours aux collectivités publiques par les EC locaux (en millions d'€)*

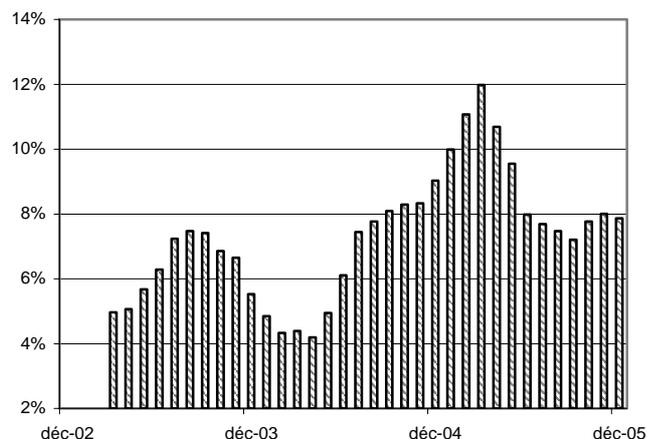


## 1.3. Les risques recensés au SCR

Au 31 décembre 2005, l'encours des crédits aux entreprises de la Réunion recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 7 398 millions d'€, en hausse de 8,0 % sur les douze derniers mois et de + 4,3 % par rapport à septembre 2005.

Le secteur de l'immobilier tient toujours une place prépondérante (43,9 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises du département, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et de HLM. Les concours consentis aux entreprises de ce secteur ont progressé de + 8,7 % sur les douze derniers mois, et de + 3,3 % au cours du quatrième trimestre 2005.

Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)

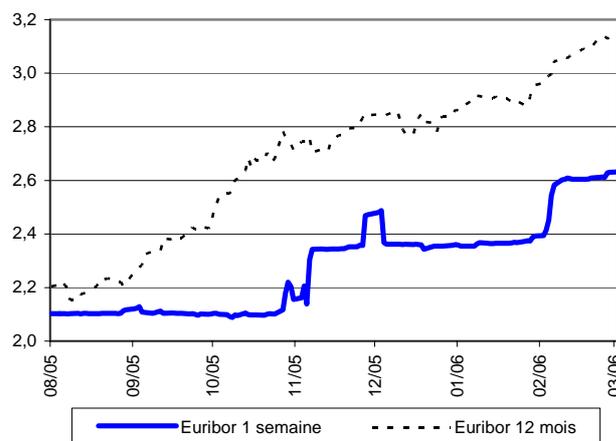


## 1.4. Le coût du crédit aux entreprises et le niveau des taux d'intérêt

La dernière enquête réalisée par l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, menée au cours du mois de janvier 2006, a fait ressortir un **taux moyen pondéré global de 5,16 %**, en légère baisse (- 6 points de base) par rapport à la précédente enquête (5,22 % en juillet 2005). Les conditions débitrices moyennes des concours à terme s'établissent à 4,13 %, en baisse de 13 points de base par rapport au semestre précédent, tandis que les conditions débitrices moyennes à court terme restent stables à 5,78 %.

Cette stabilité est remarquable dans le contexte de remontée des taux courts enregistré en France et en Europe, en liaison avec les deux augmentations des taux d'interventions de la Banque Centrale Européenne (décembre 2005 et mars 2006), qui porte notamment à 2,50 % le taux minimal des opérations principales de refinancement (REPO) contre 2 % avant décembre 2005 (inchangé depuis juin 2003).

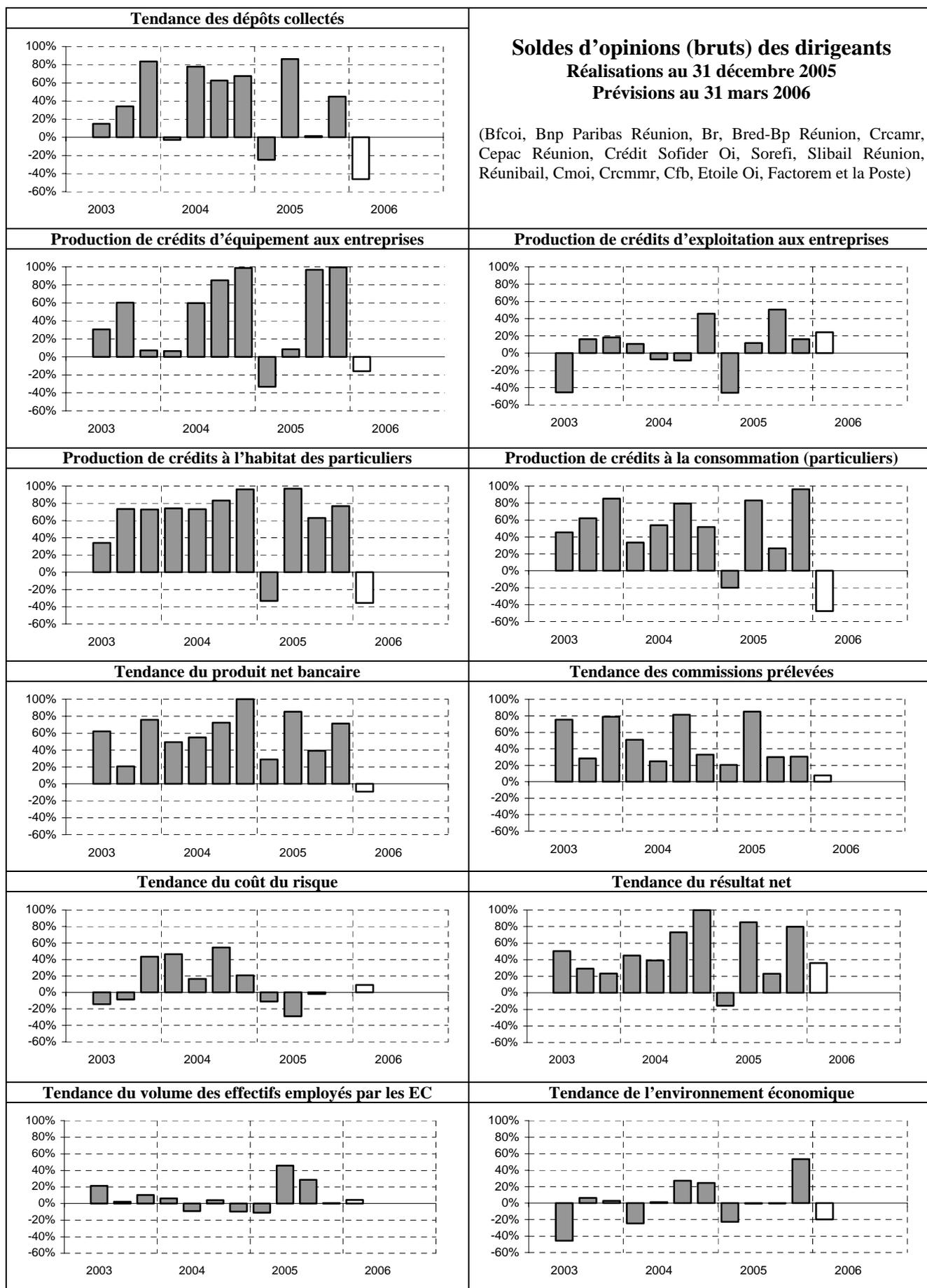
Evolution des taux d'intérêt monétaires européens au cours des sept derniers mois (Euribor)



## 2 - Perspectives

L'enquête réalisée auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir pour le quatrième trimestre 2005 une amélioration des principaux indicateurs d'activité et de résultat des banques, notamment en terme de produit net bancaire et de résultat. L'appréciation portée sur l'évolution du coût du risque continue également de se redresser, parallèlement à la diminution du poids des créances douteuses dans le bilan des établissements. La tendance pour le premier trimestre 2006 demeure positive, même si les soldes d'opinion diminuent sensiblement par rapport au quatrième trimestre. Toutefois, alors que les dirigeants ont observé une sensible amélioration de l'environnement économique entre septembre et décembre 2005, ils anticipent une nette dégradation pour le premier trimestre 2006.

## L'enquête auprès des Etablissements de Crédit



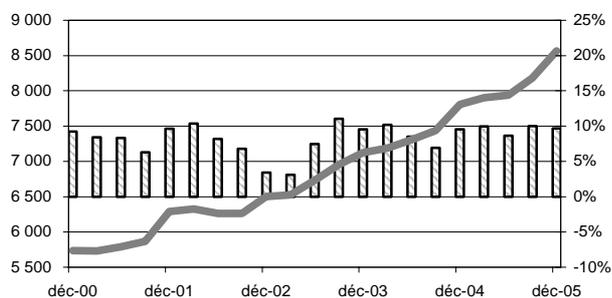
## 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	1 an	1 trim
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 537,912</b>	<b>1 469,859</b>	<b>1 492,878</b>	<b>1 581,283</b>	<b>1 764,453</b>	<b>1 760,110</b>	<b>1 744,095</b>	<b>1 765,181</b>	<b>2 024,002</b>	<b>14,7%</b>	<b>14,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>831,326</b>	<b>740,092</b>	<b>719,093</b>	<b>764,829</b>	<b>894,248</b>	<b>816,892</b>	<b>822,200</b>	<b>882,377</b>	<b>1 018,913</b>	<b>13,9%</b>	<b>15,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>544,445</b>	<b>542,997</b>	<b>523,790</b>	<b>610,010</b>	<b>646,183</b>	<b>715,424</b>	<b>711,776</b>	<b>684,213</b>	<b>832,411</b>	<b>28,8%</b>	<b>21,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,740	0,856	4,449	0,855	0,846	1,133	9,187	5,743	3,356	296,7%	-41,6%
Placements indexés sur les taux de marché	543,705	542,141	519,341	609,155	645,337	714,291	702,589	678,470	829,055	28,5%	22,2%
<i>dont comptes à terme</i>	191,757	172,892	160,180	184,183	208,002	238,476	227,028	244,957	261,050	25,5%	6,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	195,926	216,919	210,567	242,964	200,726	249,081	223,047	215,990	253,527	26,3%	17,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	149,454	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	24,9%	35,2%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>162,141</b>	<b>186,770</b>	<b>249,995</b>	<b>206,444</b>	<b>224,022</b>	<b>227,794</b>	<b>210,119</b>	<b>198,591</b>	<b>172,678</b>	<b>-22,9%</b>	<b>-13,0%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	67,640	86,756	100,145	103,000	117,309	114,150	111,323	89,650	58,545	-50,1%	-34,7%
<b>Ménages</b>	<b>5 300,008</b>	<b>5 422,819</b>	<b>5 528,735</b>	<b>5 564,106</b>	<b>5 718,886</b>	<b>5 768,538</b>	<b>5 874,758</b>	<b>6 048,762</b>	<b>6 182,735</b>	<b>8,1%</b>	<b>2,2%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 331,420</b>	<b>1 261,051</b>	<b>1 326,147</b>	<b>1 343,222</b>	<b>1 408,004</b>	<b>1 333,862</b>	<b>1 408,715</b>	<b>1 470,188</b>	<b>1 556,277</b>	<b>10,5%</b>	<b>5,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 791,181</b>	<b>1 905,967</b>	<b>1 902,335</b>	<b>1 900,239</b>	<b>1 901,193</b>	<b>1 954,896</b>	<b>1 949,066</b>	<b>1 975,714</b>	<b>1 961,122</b>	<b>3,2%</b>	<b>-0,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 469,958	1 521,648	1 533,706	1 546,107	1 574,370	1 615,594	1 629,411	1 645,677	1 660,272	5,5%	0,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	530,734	551,530	559,981	568,904	591,473	608,890	618,195	634,238	644,107	8,9%	1,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	455,669	469,978	462,898	462,600	460,585	470,640	469,735	468,027	469,713	2,0%	0,4%
<i>dont livrets jeunes</i>	32,146	32,484	33,566	33,499	29,606	29,824	30,399	30,253	31,530	6,5%	4,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	97,247	103,259	108,767	111,369	115,400	119,161	120,813	122,422	124,938	8,3%	2,1%
<i>dont CODEVI</i>	145,044	148,815	149,927	150,069	154,788	158,902	160,575	160,294	161,691	4,5%	0,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	209,118	215,582	218,567	219,666	222,518	228,177	229,694	230,443	228,293	2,6%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	321,223	384,319	368,629	354,132	326,823	339,302	319,655	330,037	300,850	-7,9%	-8,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	163,683	171,768	172,654	162,447	168,078	198,356	165,824	176,061	169,811	1,0%	-3,5%
<i>dont bons de caisse</i>	37,427	37,409	36,613	28,314	28,874	30,005	23,984	25,590	24,107	-16,5%	-5,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	120,113	175,142	159,362	163,371	129,871	110,941	129,847	128,386	106,932	-17,7%	-16,7%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 177,407</b>	<b>2 255,801</b>	<b>2 300,253</b>	<b>2 320,645</b>	<b>2 409,689</b>	<b>2 479,780</b>	<b>2 516,977</b>	<b>2 602,860</b>	<b>2 665,336</b>	<b>10,6%</b>	<b>2,4%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	797,611	823,874	826,208	831,009	853,294	870,054	871,404	877,185	893,285	4,7%	1,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	131,368	129,019	124,968	121,519	121,604	118,874	114,565	112,190	111,343	-8,4%	-0,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	214,559	224,077	208,895	204,127	221,575	230,535	219,386	237,916	247,879	11,9%	4,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	131,888	138,055	155,881	157,146	165,881	164,660	170,132	184,556	191,740	15,6%	3,9%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	895,290	933,876	977,220	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 211,890	16,6%	2,5%
<i>dont contrats PERP</i>					0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	-	25,2%
<b>Autres agents</b>	<b>287,079</b>	<b>296,571</b>	<b>283,812</b>	<b>289,607</b>	<b>325,411</b>	<b>372,368</b>	<b>318,618</b>	<b>366,597</b>	<b>360,413</b>	<b>10,8%</b>	<b>-1,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>71,733</b>	<b>76,645</b>	<b>62,948</b>	<b>69,703</b>	<b>99,500</b>	<b>113,698</b>	<b>85,966</b>	<b>89,350</b>	<b>87,962</b>	<b>-11,6%</b>	<b>-1,6%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>65,854</b>	<b>68,772</b>	<b>75,028</b>	<b>71,844</b>	<b>72,240</b>	<b>75,633</b>	<b>42,915</b>	<b>72,821</b>	<b>66,254</b>	<b>-8,3%</b>	<b>-9,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	20,102	20,300	20,148	19,161	19,472	17,570	15,638	15,035	15,151	-22,2%	0,8%
Placements indexés sur les taux de marché	45,752	48,472	54,880	52,683	52,768	58,063	27,277	57,786	51,103	-3,2%	-11,6%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>149,492</b>	<b>151,154</b>	<b>145,836</b>	<b>148,060</b>	<b>153,671</b>	<b>183,037</b>	<b>189,737</b>	<b>204,426</b>	<b>206,197</b>	<b>34,2%</b>	<b>0,9%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>7 125,014</b>	<b>7 189,263</b>	<b>7 305,443</b>	<b>7 435,015</b>	<b>7 808,772</b>	<b>7 901,020</b>	<b>7 937,477</b>	<b>8 180,548</b>	<b>8 567,147</b>	<b>9,7%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 234,482</b>	<b>2 077,787</b>	<b>2 108,187</b>	<b>2 177,757</b>	<b>2 401,756</b>	<b>2 264,456</b>	<b>2 316,883</b>	<b>2 441,917</b>	<b>2 663,148</b>	<b>10,9%</b>	<b>9,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 401,477</b>	<b>2 517,736</b>	<b>2 501,157</b>	<b>2 582,094</b>	<b>2 619,621</b>	<b>2 745,949</b>	<b>2 703,759</b>	<b>2 732,752</b>	<b>2 859,789</b>	<b>9,2%</b>	<b>4,6%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 490,798	1 542,803	1 558,305	1 566,123	1 594,691	1 634,294	1 654,239	1 666,459	1 678,781	5,3%	0,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	551,510	572,618	581,011	588,855	611,721	627,521	637,013	652,457	662,483	8,3%	1,5%
<i>dont livrets A et bleus</i>	455,734	470,044	466,465	462,667	460,659	470,714	475,741	470,585	469,847	2,0%	-0,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	32,146	32,484	33,566	33,498	29,607	29,824	30,401	30,256	31,529	6,5%	4,2%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	97,245	103,258	108,766	111,368	115,399	119,159	120,813	122,421	124,938	8,3%	2,1%
<i>dont CODEVI</i>	145,046	148,815	149,930	150,070	154,788	158,903	160,576	160,295	161,691	4,5%	0,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	209,117	215,584	218,567	219,665	222,517	228,173	229,695	230,445	228,293	2,6%	-0,9%
Placements indexés sur les taux de marché	910,679	974,933	942,852	1 015,971	1 024,930	1 111,655	1 049,520	1 066,293	1 181,008	15,2%	10,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	369,500	359,399	347,163	363,618	389,346	450,164	408,470	453,616	444,387	14,1%	-2,0%
<i>dont bons de caisse</i>	44,052	43,373	42,755	36,814	36,967	37,343	30,675	31,999	53,088	43,6%	65,9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	149,454	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	245,853	211,137	285,512	24,9%	35,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	347,673	425,740	410,437	440,350	370,069	404,722	364,522	369,541	398,021	7,6%	7,7%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>2 489,055</b>	<b>2 593,740</b>	<b>2 696,099</b>	<b>2 675,164</b>	<b>2 787,395</b>	<b>2 890,615</b>	<b>2 916,835</b>	<b>3 005,879</b>	<b>3 044,210</b>	<b>9,2%</b>	<b>1,3%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	797,611	823,872	826,209	831,011	853,291	870,058	871,405	877,186	893,284	4,7%	1,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	131,368	129,020	124,967	121,518	121,605	118,874	114,566	112,192	111,342	-8,4%	-0,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	329,551	341,644	372,842	322,929	341,962	357,470	336,767	368,923	383,336	12,1%	3,9%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	328,529	358,412	387,765	392,848	423,187	448,556	452,607	456,566	435,158	2,8%	-4,7%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	895,290	933,876	977,220	1 000,012	1 039,716	1 087,999	1 132,858	1 182,168	1 211,890	16,6%	2,5%
<i>dont contrats PERP</i>					0,757	0,907	1,482	1,963	2,458	-	25,2%

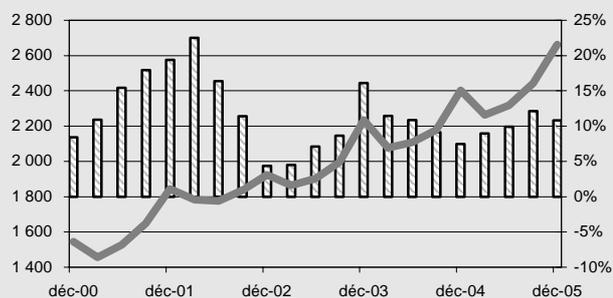
## L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

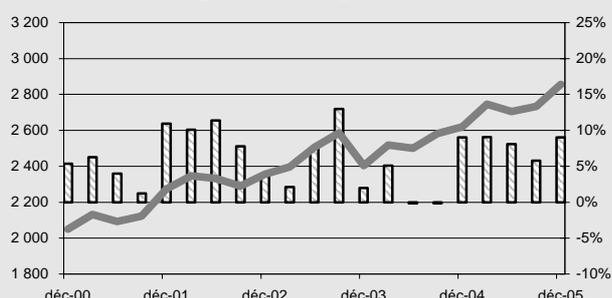
### Ensemble des actifs financiers



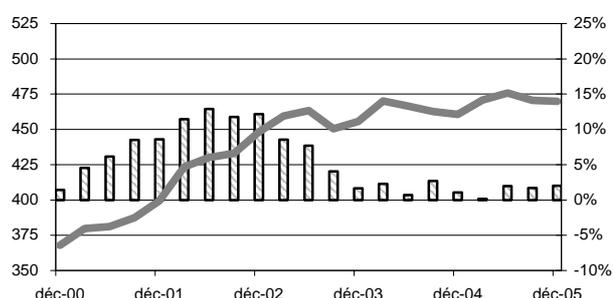
### Dépôts à vue



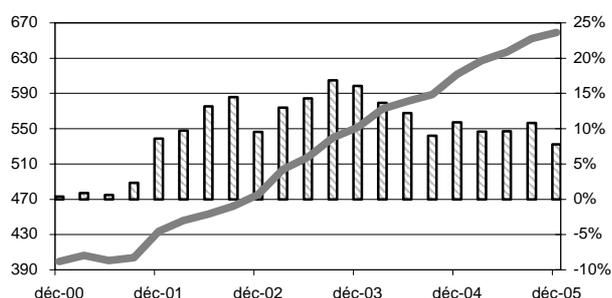
### Ensemble des placements liquides ou à court terme



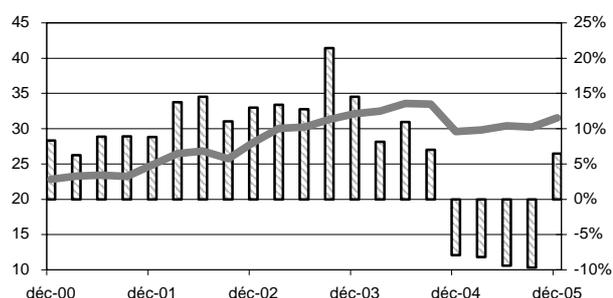
### Livrets 'A' des caisses d'épargne



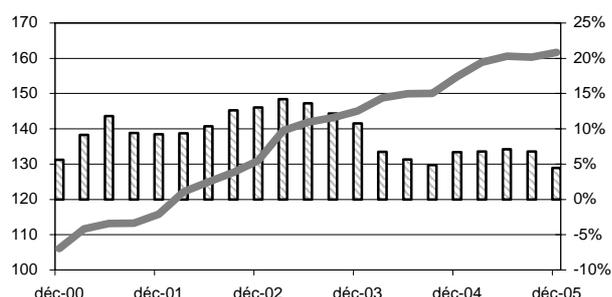
### Livrets ordinaires



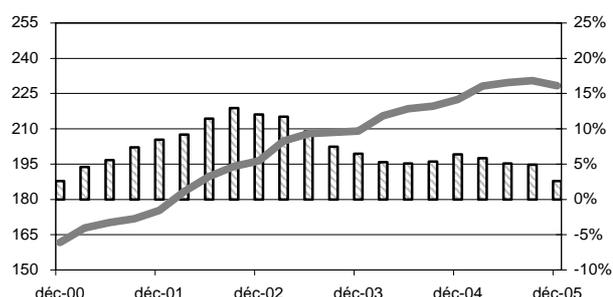
### Livrets jeunes



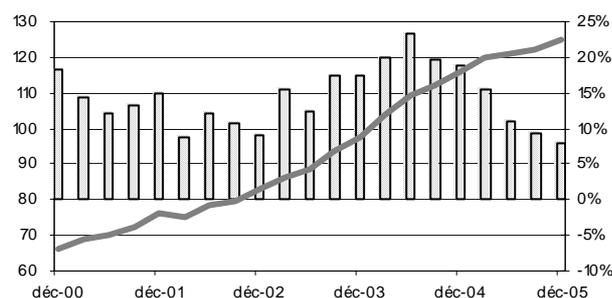
### Codevi (comptes de développement industriel)



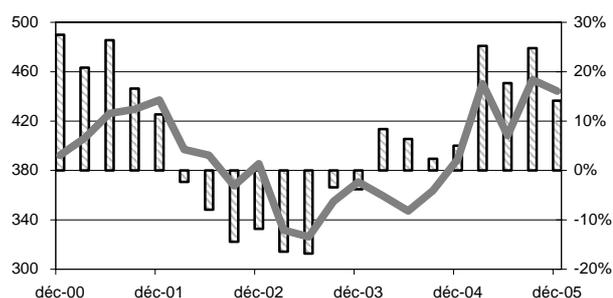
### Comptes d'épargne logement



### Livrets d'épargne populaire



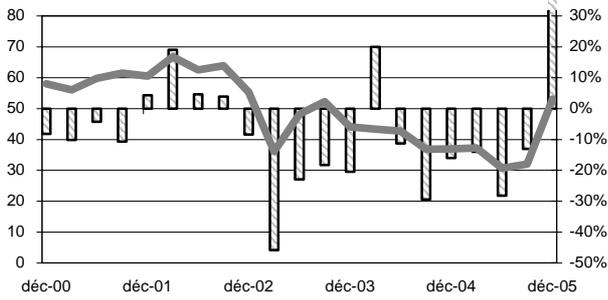
### Dépôts à terme



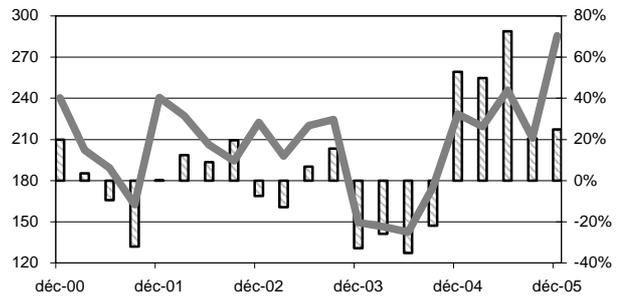
# Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

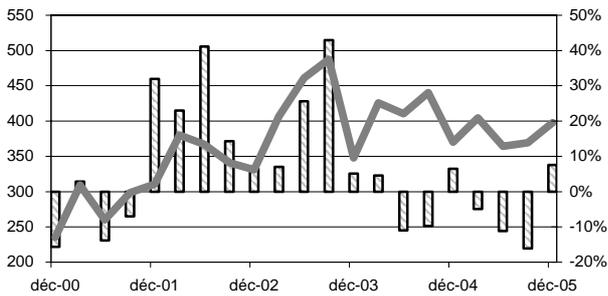
**Bons de caisse et bons d'épargne**



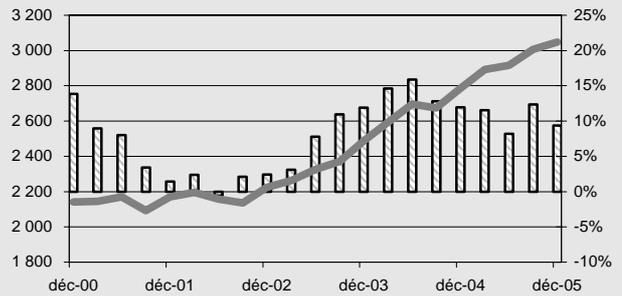
**Certificats de dépôts négociables**



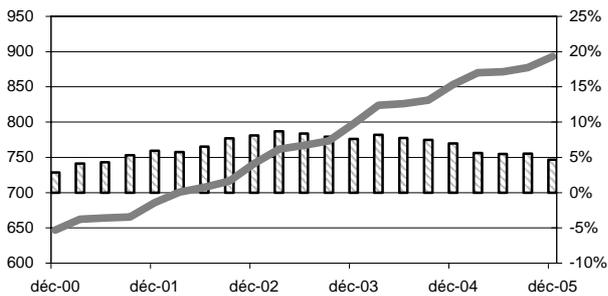
**OPCVM monétaires**



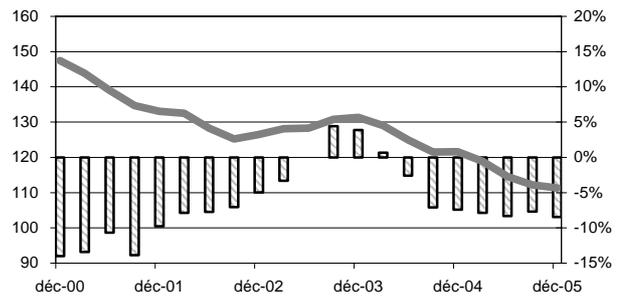
**Epargne à long terme**



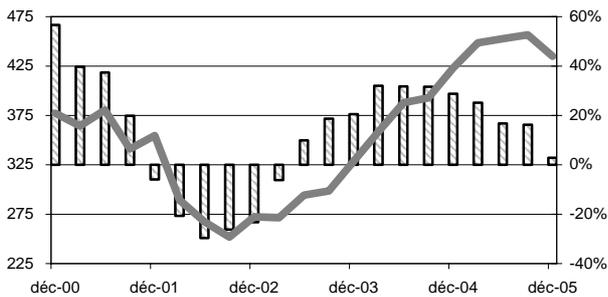
**Plans d'épargne logement**



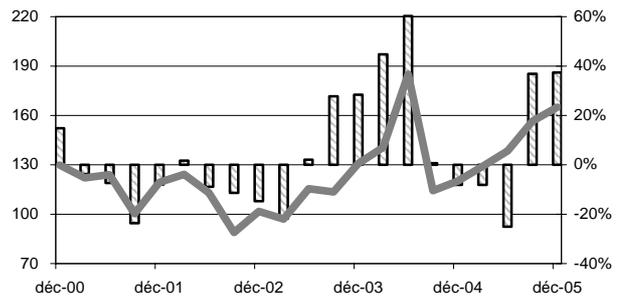
**Plans d'épargne populaire**



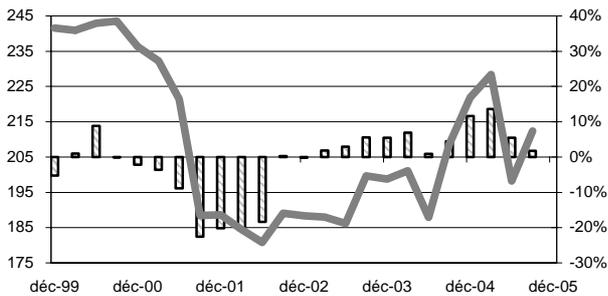
**OPCVM titres en portefeuille titres**



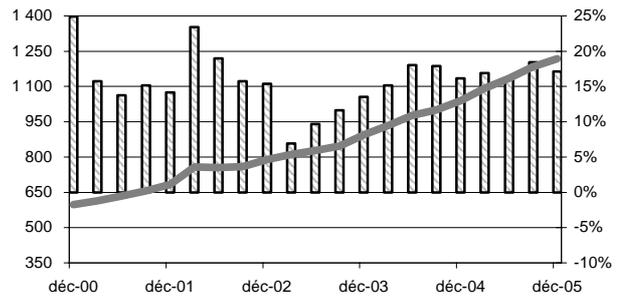
**Actions en portefeuille titres**



**Obligations en portefeuille titres**



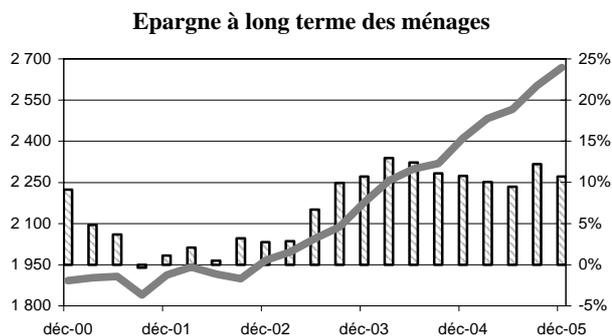
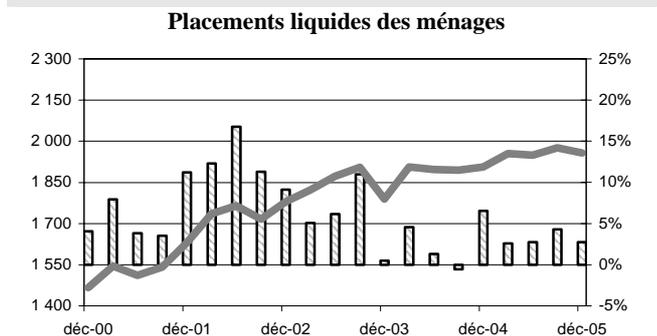
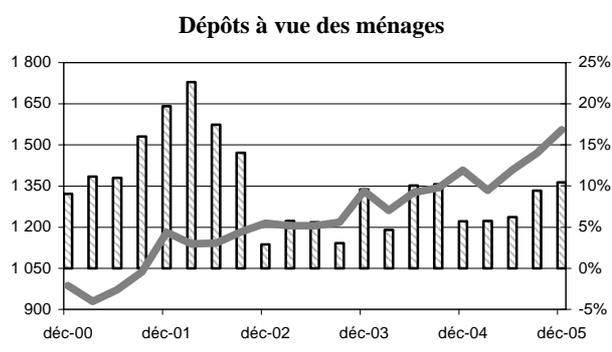
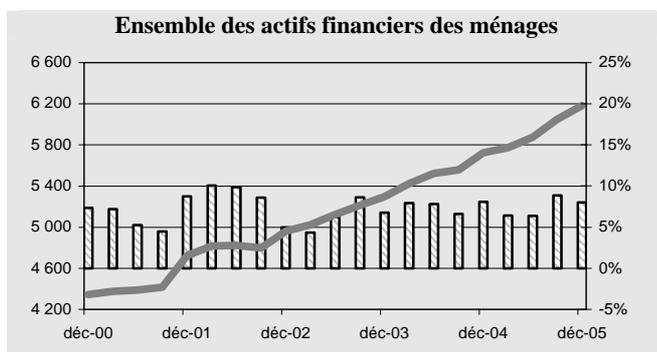
**Assurance-vie**



# Conjoncture financière et bancaire

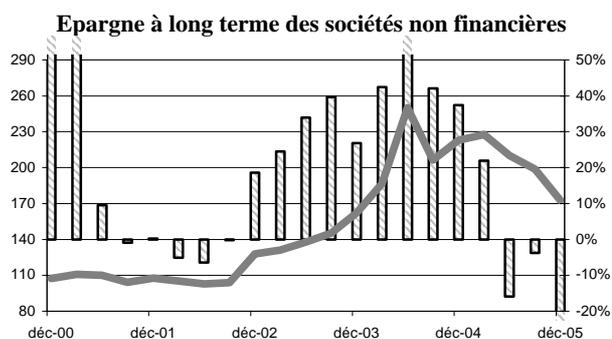
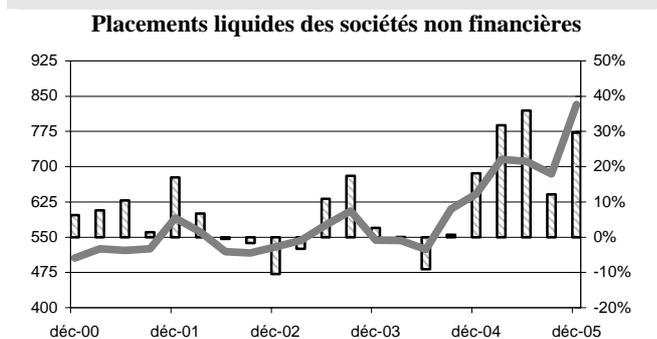
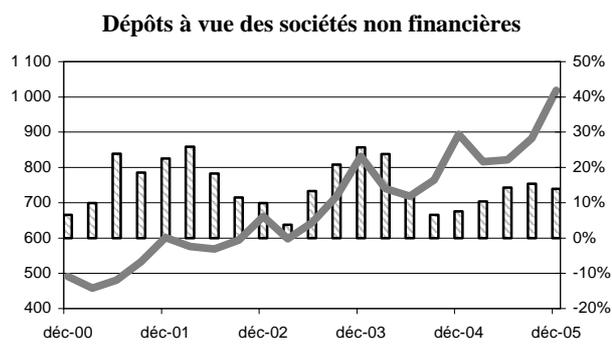
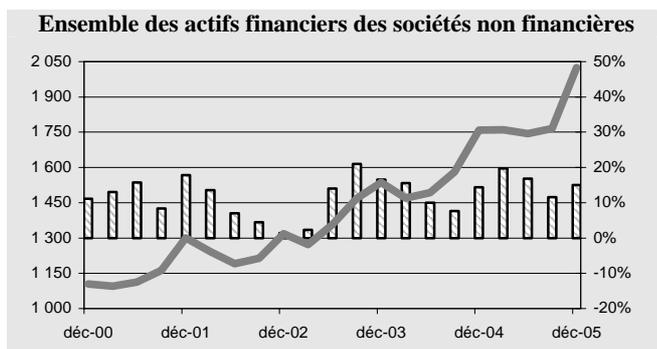
## Les placements des ménages

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite



## Les disponibilités des sociétés non financières

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

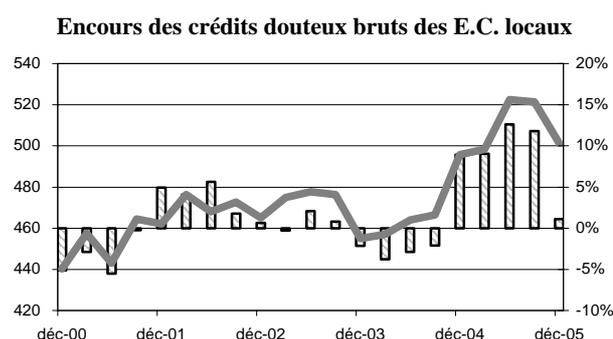
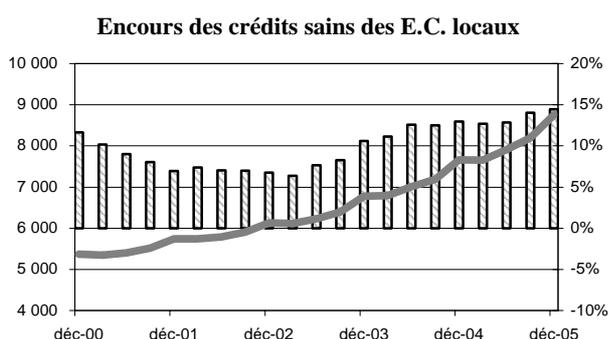


## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	781,274	756,304	777,557	780,958	841,173	743,366	817,062	830,285	905,838	7,7%	9,1%
Créances commerciales	138,099	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	-4,1%	25,5%
Crédits de trésorerie	474,274	461,882	456,153	454,047	489,075	427,799	458,262	481,669	500,562	2,3%	3,9%
Comptes ordinaires débiteurs	107,093	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	30,7%	7,7%
Affacturation	61,808	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	28,2%	20,3%
Crédits d'investissement	1 680,801	1 668,207	1 720,864	1 766,482	1 951,456	1 973,064	2 015,322	2 113,530	2 249,465	15,3%	6,4%
Crédits à l'équipement	1 497,986	1 482,258	1 526,328	1 563,570	1 735,614	1 767,415	1 810,327	1 906,910	2 041,255	17,6%	7,0%
Crédit-bail	182,815	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	-3,5%	0,8%
Crédits à l'habitat	285,425	296,605	310,378	330,251	362,806	374,276	400,186	434,583	481,370	32,7%	10,8%
Autres crédits	75,250	67,936	66,957	67,678	56,156	48,523	50,287	49,542	32,284	-42,5%	-34,8%
<b>Encours sain</b>	<b>2 822,750</b>	<b>2 789,052</b>	<b>2 875,756</b>	<b>2 945,369</b>	<b>3 211,591</b>	<b>3 139,229</b>	<b>3 282,857</b>	<b>3 427,940</b>	<b>3 668,957</b>	<b>14,2%</b>	<b>7,0%</b>
Créances douteuses brutes	290,175	276,266	290,283	306,851	302,273	308,647	336,136	337,895	316,989	4,9%	-6,2%
<b>Encours total</b>	<b>3 112,925</b>	<b>3 065,318</b>	<b>3 166,039</b>	<b>3 252,220</b>	<b>3 513,864</b>	<b>3 447,876</b>	<b>3 618,993</b>	<b>3 765,835</b>	<b>3 985,946</b>	<b>13,4%</b>	<b>5,8%</b>
Taux de créances douteuses	9,3%	9,0%	9,2%	9,4%	8,6%	9,0%	9,3%	9,0%	8,0%	-0,6 pt	-1,0 pt
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	1 252,104	1 259,983	1 302,273	1 307,482	1 334,059	1 347,530	1 380,963	1 396,623	1 488,203	11,6%	6,6%
Crédits de trésorerie	1 143,779	1 156,072	1 197,409	1 200,003	1 230,968	1 236,923	1 264,316	1 294,642	1 374,605	11,7%	6,2%
Comptes ordinaires débiteurs	54,453	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	19,4%	23,3%
Crédit-bail	53,872	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	3,1%	2,6%
Crédits à l'habitat	2 241,484	2 279,863	2 344,067	2 438,333	2 561,202	2 600,894	2 670,340	2 800,404	2 992,570	16,8%	6,9%
Autres crédits	23,686	22,701	26,574	23,848	38,294	25,535	28,982	27,342	29,103	-24,0%	6,4%
<b>Encours sain</b>	<b>3 517,274</b>	<b>3 562,547</b>	<b>3 672,914</b>	<b>3 769,663</b>	<b>3 933,555</b>	<b>3 973,959</b>	<b>4 080,285</b>	<b>4 224,369</b>	<b>4 509,876</b>	<b>14,7%</b>	<b>6,8%</b>
Créances douteuses brutes	164,153	180,298	173,691	159,413	193,425	189,624	186,400	183,337	184,085	-4,8%	0,4%
<b>Encours total</b>	<b>3 681,427</b>	<b>3 742,844</b>	<b>3 846,605</b>	<b>3 929,076</b>	<b>4 126,980</b>	<b>4 163,583</b>	<b>4 266,685</b>	<b>4 407,706</b>	<b>4 693,961</b>	<b>13,7%</b>	<b>6,5%</b>
Taux de créances douteuses	4,5%	4,8%	4,5%	4,1%	4,7%	4,6%	4,4%	4,2%	3,9%	-0,8 pt	-0,2 pt
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	8,403	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	6,719	6,676	-21,7%	-0,6%
Crédits de trésorerie	5,781	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	3,898	3,413	-17,7%	-12,4%
Comptes ordinaires débiteurs	2,622	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	-25,5%	15,7%
Crédits à l'équipement	305,564	301,960	294,836	302,021	336,931	350,443	354,756	362,873	393,608	16,8%	8,5%
Autres crédits	6,423	1,865	1,770	1,745	1,597	1,576	1,451	1,515	1,379	-13,7%	-9,0%
<b>Encours sain</b>	<b>320,390</b>	<b>315,555</b>	<b>311,165</b>	<b>313,897</b>	<b>347,051</b>	<b>363,972</b>	<b>365,256</b>	<b>371,107</b>	<b>401,663</b>	<b>15,7%</b>	<b>8,2%</b>
Créances douteuses brutes	0,003	0,058	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	0,003	19,9%	11,8%
<b>Encours total</b>	<b>320,393</b>	<b>315,613</b>	<b>311,168</b>	<b>313,900</b>	<b>347,054</b>	<b>363,975</b>	<b>365,259</b>	<b>371,110</b>	<b>401,666</b>	<b>15,7%</b>	<b>8,2%</b>
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0 pt	0,0 pt
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>118,956</b>	<b>125,631</b>	<b>152,366</b>	<b>160,152</b>	<b>165,692</b>	<b>176,273</b>	<b>181,291</b>	<b>175,508</b>	<b>184,100</b>	<b>11,1%</b>	<b>4,9%</b>
Créances douteuses brutes	1,459	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	9,1%	-18,6%
<b>Encours total</b>	<b>120,415</b>	<b>126,652</b>	<b>153,049</b>	<b>161,008</b>	<b>166,410</b>	<b>176,964</b>	<b>181,907</b>	<b>176,471</b>	<b>184,884</b>	<b>11,1%</b>	<b>4,8%</b>
Taux de créances douteuses	1,2%	0,8%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,3%	0,5%	0,4%	0,0 pt	-0,1 pt
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>6 779,370</b>	<b>6 792,785</b>	<b>7 012,201</b>	<b>7 189,081</b>	<b>7 657,889</b>	<b>7 653,433</b>	<b>7 909,689</b>	<b>8 198,924</b>	<b>8 764,596</b>	<b>14,5%</b>	<b>6,9%</b>
Créances douteuses brutes	455,790	457,642	464,660	467,122	496,419	498,964	523,154	522,198	501,861	1,1%	-3,9%
<b>Encours total</b>	<b>7 235,160</b>	<b>7 250,427</b>	<b>7 476,861</b>	<b>7 656,203</b>	<b>8 154,308</b>	<b>8 152,397</b>	<b>8 432,843</b>	<b>8 721,122</b>	<b>9 266,457</b>	<b>13,6%</b>	<b>6,3%</b>
Taux de créances douteuses	6,3%	6,3%	6,2%	6,1%	6,1%	6,1%	6,2%	6,0%	5,4%	-0,7 pt	-0,6 pt
Taux de provisionnement	65,3%	65,4%	64,3%	64,9%	61,2%	60,2%	60,6%	63,8%	67,6%	6,4 pt	3,8 pt

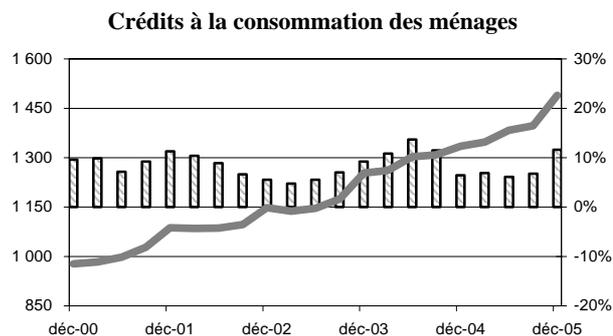
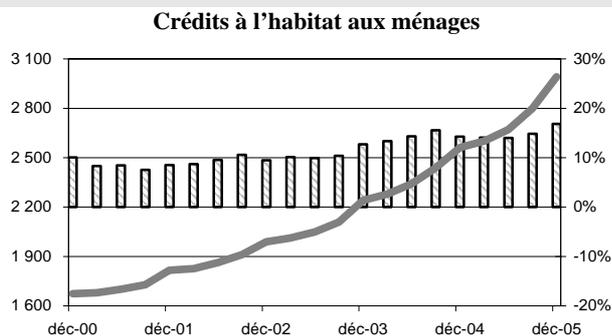
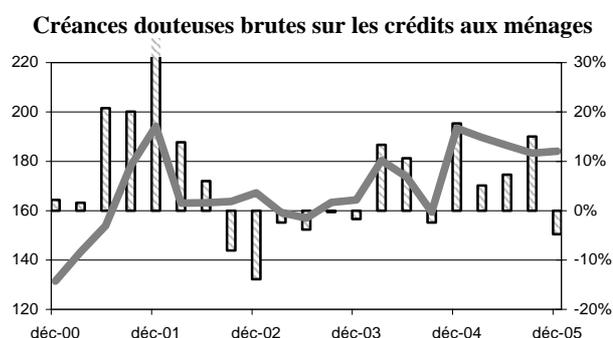
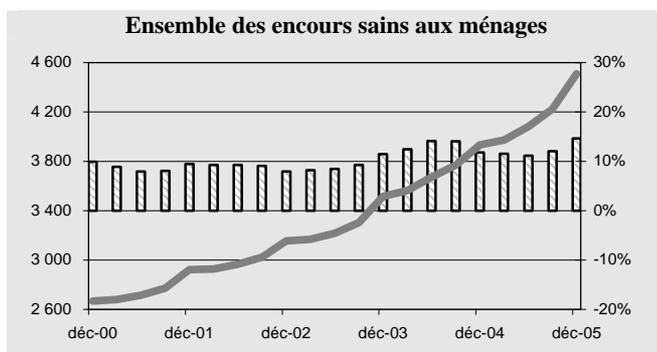
### L'évolution de l'endettement des agents économiques



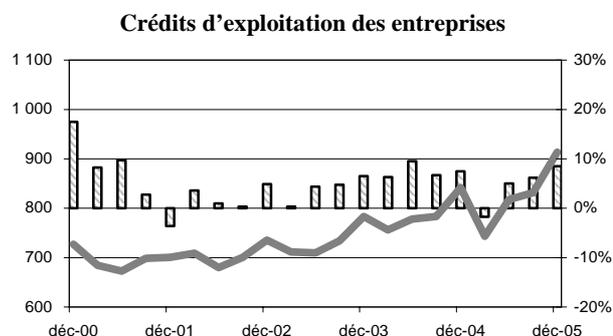
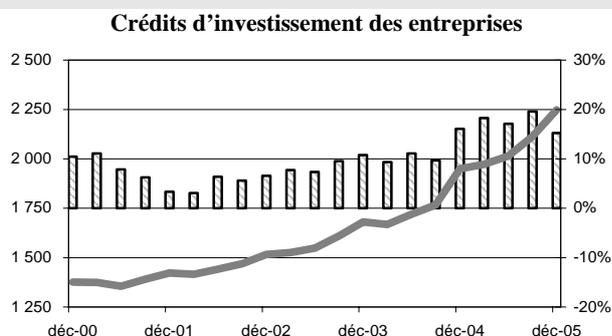
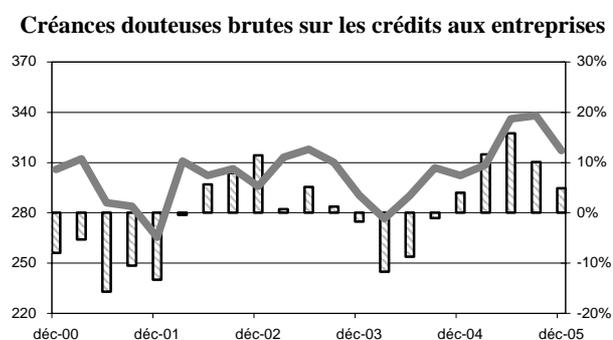
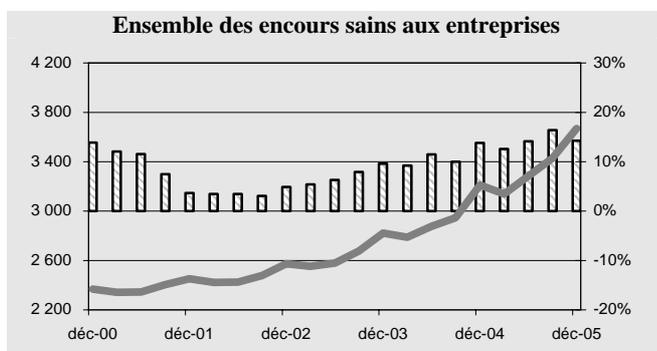
# Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche  
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

## L'endettement des ménages



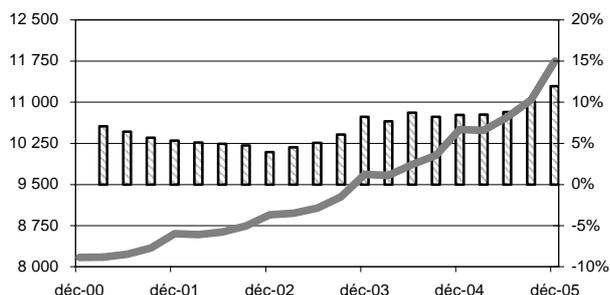
## L'endettement des entreprises



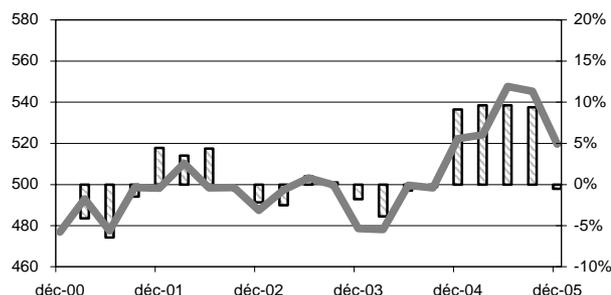
## 4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	1 an	1 trim
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	794,859	760,210	786,187	783,852	844,695	750,492	819,425	838,626	912,479	8,0%	8,8%
<i>Créances commerciales</i>	138,099	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	143,025	116,670	146,467	-4,1%	25,5%
Crédits de trésorerie	487,859	465,788	464,783	456,941	492,597	434,925	460,625	490,010	507,203	3,0%	3,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	107,093	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	148,673	160,462	172,795	30,7%	7,7%
<i>Affacturation</i>	61,808	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	67,102	71,484	86,014	28,2%	20,3%
Crédits d'investissement	1 723,761	1 713,387	1 759,979	1 807,866	1 991,068	2 011,734	2 055,249	2 153,185	2 278,490	14,4%	5,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 540,946	1 527,438	1 565,443	1 604,954	1 775,226	1 806,085	1 850,254	1 946,565	2 070,280	16,6%	6,4%
<i>Crédit-bail</i>	182,815	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	204,995	206,620	208,210	-3,5%	0,8%
Crédits à l'habitat	2 017,457	2 031,382	2 051,163	2 077,498	2 121,169	2 140,468	2 169,168	2 207,783	2 262,500	6,7%	2,5%
Autres crédits	76,182	68,834	67,835	68,536	56,993	49,340	51,094	50,316	33,048	-42,0%	-34,3%
<b>Encours sain</b>	<b>4 612,259</b>	<b>4 573,813</b>	<b>4 665,164</b>	<b>4 737,752</b>	<b>5 013,925</b>	<b>4 952,034</b>	<b>5 094,936</b>	<b>5 249,910</b>	<b>5 486,517</b>	<b>9,4%</b>	<b>4,5%</b>
Créances douteuses brutes	297,622	280,746	300,563	313,721	310,852	316,740	343,099	343,953	324,100	4,3%	-5,8%
<b>Encours total</b>	<b>4 909,881</b>	<b>4 854,559</b>	<b>4 965,727</b>	<b>5 051,473</b>	<b>5 324,777</b>	<b>5 268,774</b>	<b>5 438,035</b>	<b>5 593,863</b>	<b>5 810,617</b>	<b>9,1%</b>	<b>3,9%</b>
Taux de créances douteuses	6,1%	5,8%	6,1%	6,2%	5,8%	6,0%	6,3%	6,1%	5,6%	-0,3 pt	-0,6 pt
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	1 297,361	1 304,991	1 347,535	1 354,126	1 381,501	1 395,769	1 430,193	1 448,598	1 541,862	11,6%	6,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 189,036	1 201,080	1 242,671	1 246,647	1 278,410	1 285,162	1 313,546	1 346,617	1 428,264	11,7%	6,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	54,453	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	57,931	43,308	53,386	19,4%	23,3%
<i>Crédit-bail</i>	53,872	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	58,716	58,673	60,212	3,1%	2,6%
Crédits à l'habitat	2 523,412	2 565,285	2 632,312	2 728,098	2 789,294	2 828,983	2 903,812	3 037,545	3 232,766	15,9%	6,4%
Autres crédits	27,903	26,885	31,163	28,790	43,618	30,518	34,048	32,265	33,981	-22,1%	5,3%
<b>Encours sain</b>	<b>3 848,676</b>	<b>3 897,161</b>	<b>4 011,010</b>	<b>4 111,014</b>	<b>4 214,413</b>	<b>4 255,270</b>	<b>4 368,053</b>	<b>4 518,408</b>	<b>4 808,609</b>	<b>14,1%</b>	<b>6,4%</b>
Créances douteuses brutes	173,654	190,587	182,480	168,088	199,214	195,231	193,253	189,276	188,742	-5,3%	-0,3%
<b>Encours total</b>	<b>4 022,330</b>	<b>4 087,748</b>	<b>4 193,490</b>	<b>4 279,102</b>	<b>4 413,627</b>	<b>4 450,501</b>	<b>4 561,306</b>	<b>4 707,684</b>	<b>4 997,351</b>	<b>13,2%</b>	<b>6,2%</b>
Taux de créances douteuses	4,3%	4,7%	4,4%	3,9%	4,5%	4,4%	4,2%	4,0%	3,8%	-0,7 pt	-0,2 pt
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	8,403	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	9,049	6,721	6,676	-21,7%	-0,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	5,781	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	6,252	3,900	3,413	-17,7%	-12,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,622	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	2,797	2,821	3,263	-25,5%	15,7%
Crédits à l'équipement	965,894	941,795	904,604	903,855	987,057	981,083	950,734	971,599	1 125,923	14,1%	15,9%
Autres crédits	81,094	73,265	71,920	67,846	63,890	60,278	56,209	53,355	70,523	10,4%	32,2%
<b>Encours sain</b>	<b>1 055,391</b>	<b>1 026,790</b>	<b>991,083</b>	<b>981,832</b>	<b>1 059,470</b>	<b>1 053,314</b>	<b>1 015,992</b>	<b>1 031,675</b>	<b>1 203,122</b>	<b>13,6%</b>	<b>16,6%</b>
Créances douteuses brutes	5,862	5,762	15,845	15,785	11,511	11,479	10,613	11,141	6,033	-47,6%	-45,8%
<b>Encours total</b>	<b>1 061,253</b>	<b>1 032,552</b>	<b>1 006,928</b>	<b>997,617</b>	<b>1 070,981</b>	<b>1 064,793</b>	<b>1 026,605</b>	<b>1 042,816</b>	<b>1 209,155</b>	<b>12,9%</b>	<b>16,0%</b>
Taux de créances douteuses	0,6%	0,6%	1,6%	1,6%	1,1%	1,1%	1,0%	1,1%	0,5%	-0,6 pt	-0,6 pt
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>165,343</b>	<b>168,776</b>	<b>196,088</b>	<b>202,237</b>	<b>212,821</b>	<b>226,405</b>	<b>252,786</b>	<b>244,290</b>	<b>254,913</b>	<b>19,8%</b>	<b>4,3%</b>
Créances douteuses brutes	1,459	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	0,616	0,963	0,784	9,1%	-18,6%
<b>Encours total</b>	<b>166,802</b>	<b>169,797</b>	<b>196,771</b>	<b>203,093</b>	<b>213,539</b>	<b>227,096</b>	<b>253,402</b>	<b>245,253</b>	<b>255,697</b>	<b>19,7%</b>	<b>4,3%</b>
Taux de créances douteuses	0,9%	0,6%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	0,4%	0,3%	0,0 pt	-0,1 pt
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>9 681,669</b>	<b>9 666,540</b>	<b>9 863,345</b>	<b>10 032,835</b>	<b>10 500,629</b>	<b>10 487,023</b>	<b>10 731,767</b>	<b>11 044,283</b>	<b>11 753,161</b>	<b>11,9%</b>	<b>6,4%</b>
Créances douteuses brutes	478,597	478,116	499,572	498,450	522,295	524,141	547,581	545,333	519,659	-0,5%	-4,7%
<b>Encours total</b>	<b>10 160,266</b>	<b>10 144,656</b>	<b>10 362,917</b>	<b>10 531,285</b>	<b>11 022,924</b>	<b>11 011,164</b>	<b>11 279,348</b>	<b>11 589,616</b>	<b>12 272,820</b>	<b>11,3%</b>	<b>5,9%</b>
Taux de créances douteuses	4,7%	4,7%	4,8%	4,7%	4,7%	4,8%	4,9%	4,7%	4,2%	-0,5 pt	-0,5 pt
Taux de provisionnement	62,5%	63,0%	60,1%	61,2%	58,5%	57,7%	58,2%	61,6%	65,6%	7,1 pt	4,0 pt

**Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.**



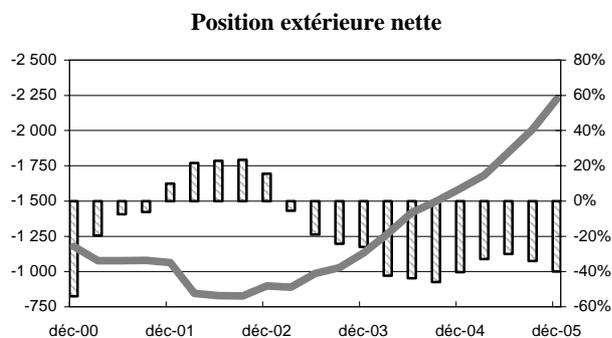
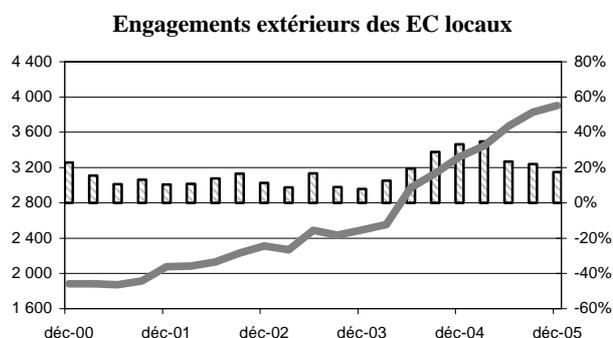
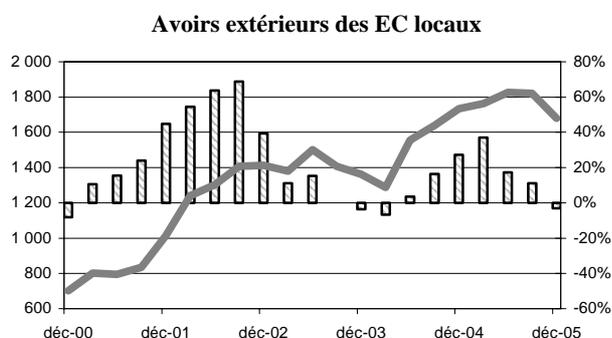
**Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.**



## 5. La position extérieure nette du système bancaire local

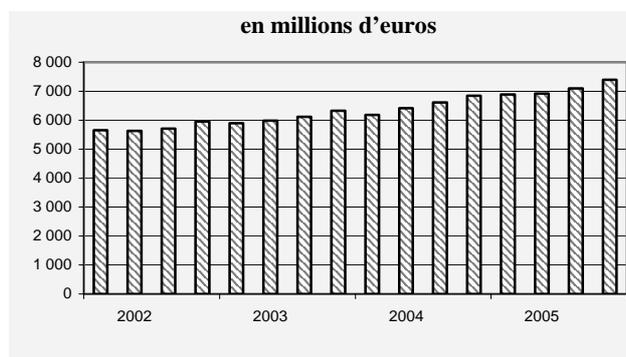
	Montants en millions d'euros									Variations	
	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	juin-05	sept-05	déc-05	1 an	1 trim
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	1 361,634	1 288,300	1 555,153	1 638,004	1 733,917	1 764,155	1 825,762	1 820,611	1 680,618	-3,1%	-7,7%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	2 494,470	2 555,183	2 974,271	3 136,647	3 322,893	3 447,227	3 670,385	3 827,491	3 920,222	18,0%	2,4%
<b>Position extérieure nette du système bancaire local (A)-(B)</b>	<b>-1 132,836</b>	<b>-1 266,883</b>	<b>-1 419,118</b>	<b>-1 498,643</b>	<b>-1 588,976</b>	<b>-1 683,072</b>	<b>-1 844,623</b>	<b>-2 006,880</b>	<b>-2 239,604</b>	<b>-40,9%</b>	<b>-11,6%</b>

### Position extérieure nette

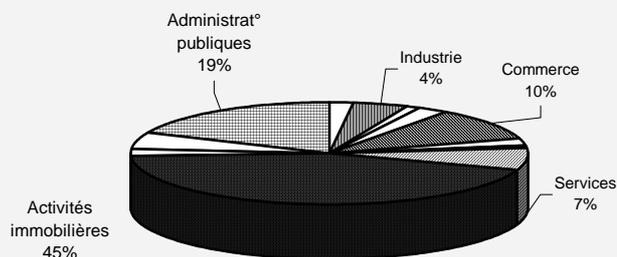


## 6. Risques sectoriels

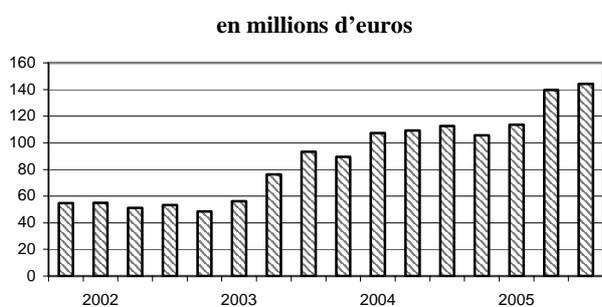
### Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



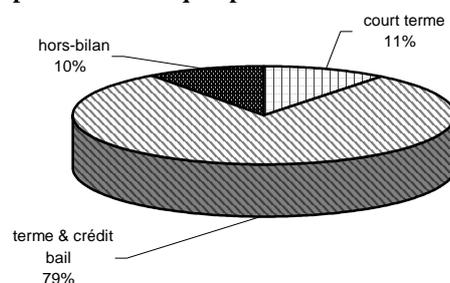
### Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2005



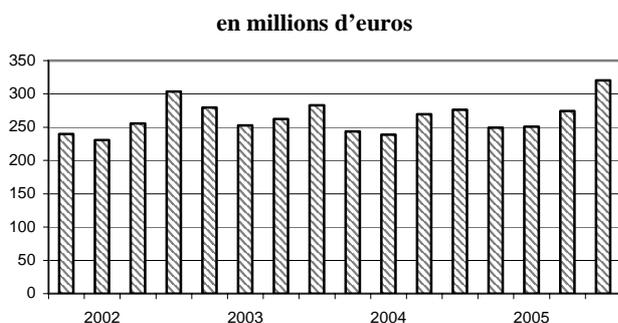
### Risques bancaires sur le secteur primaire



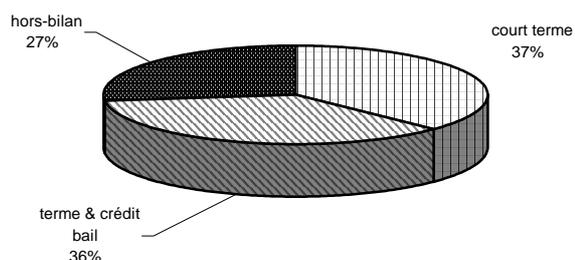
### Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2005



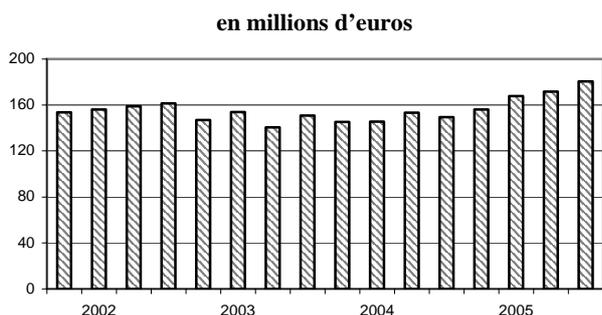
### Risques bancaires sur le secteur de l'industrie



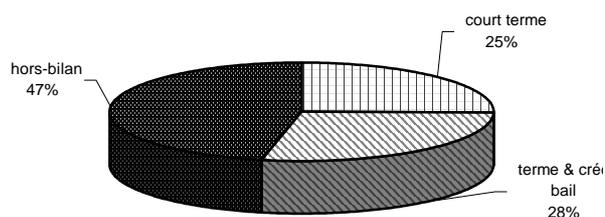
### Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2005



### Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

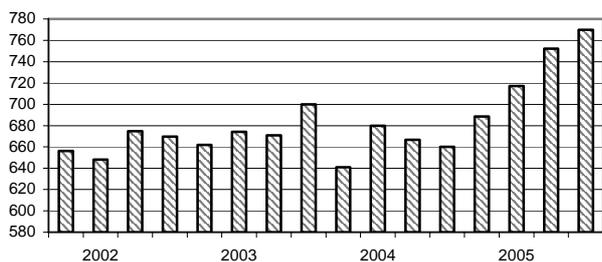


### Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2005

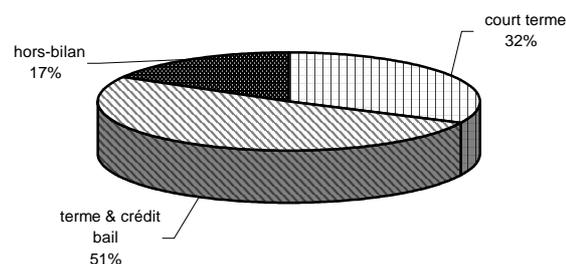


## Risques bancaires sur le secteur du commerce

en millions d'euros

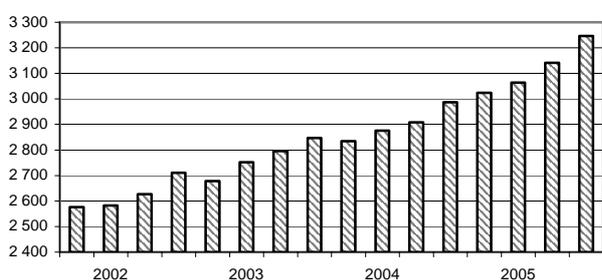


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2005

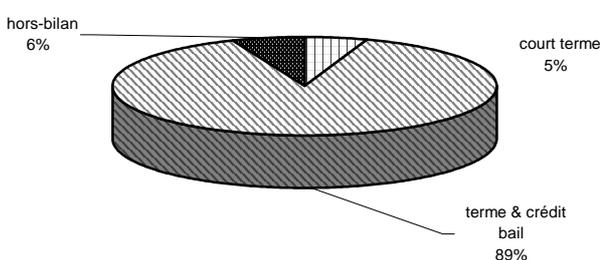


## Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

en millions d'euros

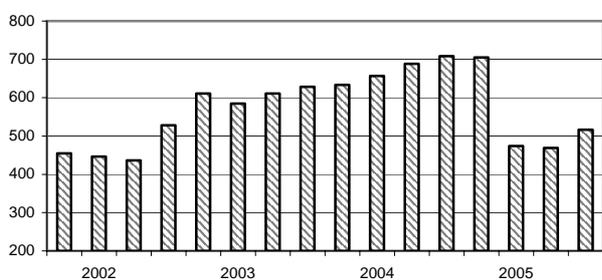


Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2005



## Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

en millions d'euros



## 7. Rappel des taux

### 7.1 Taux réglementés

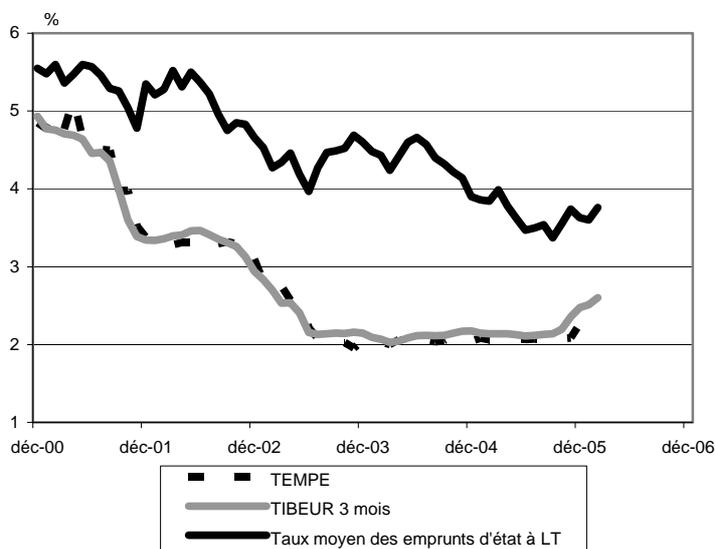
Taux directeurs de la Banque Centrale Européenne	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (08/03/2006)	2,50%
Taux de la facilité de dépôt (08/03/2006)	1,50%
Taux de la facilité de prêt (08/03/2006)	3,50%

Taux de l'Épargne Réglementée (à compter du 1/02/2006)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,25%	2,25%	3,25%
Plan Épargne Logement *	Cpte Épargne Logement *	
2,50%	102,50%	

\* Hors prime d'état

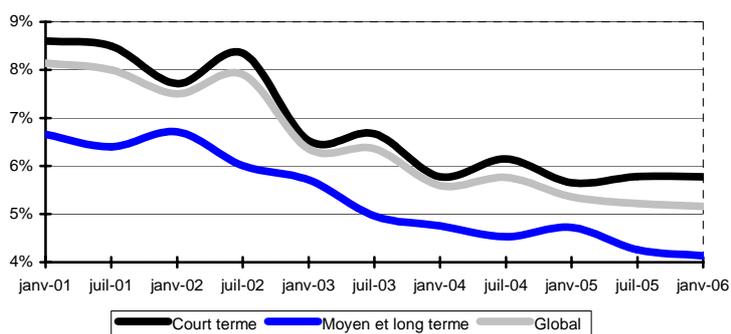
Taux d'intérêt légal	
Année 2005 (JO du 17/02/2005)	2,05%
Année 2006 (JO du 07/02/2006)	2,11%

### 7.2 Principaux taux de marché



### 7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-05	juil-05	janv-06
Court terme	5,65%	5,78%	5,78%
. Escompte	5,98%	5,93%	5,56%
. Découvert	5,52%	6,70%	6,06%
. Autres CT	5,49%	4,38%	5,64%
Moyen et long terme	4,72%	4,26%	4,13%
Taux moyen pondéré global	5,36%	5,22%	5,16%



### 7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1<sup>er</sup> août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale ou à un entrepreneur individuel se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		juil-04	oct-04	janv-05	avr-05	juil-05	oct-05	janv-06
Particuliers	<b>Prêts immobiliers</b>							
	- Prêts à taux fixe	6,67%	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%	5,87%	5,72%
	- Prêts à taux variable	5,88%	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%	5,48%	5,36%
	- Prêts relais	6,72%	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%	5,72%	5,63%
	<b>Autres prêts</b>							
- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	20,73%	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%	19,76%	19,67%	
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,07%	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	8,33%	7,89%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	16,64%	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	17,44%	17,37%	
<b>Prof.</b>	- Découverts en compte (**)	10,73%	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%	11,55%	12,35%

(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 8. Monnaie fiduciaire

### 8.1 Emission mensuelle de billets euros

#### Emissions nettes cumulées de billets (à fin décembre 2005)

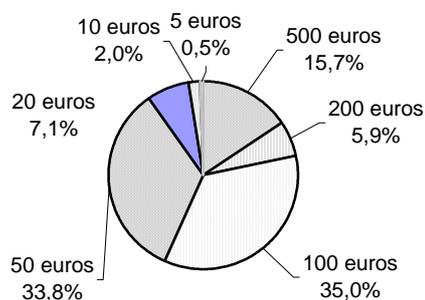
en valeur (en millions d'euros)



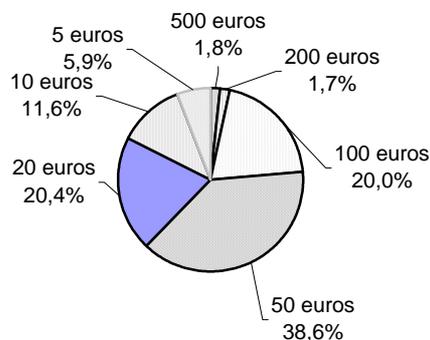
en volume (en milliers d'unités)



#### Répartition en valeur au 31 décembre 2005



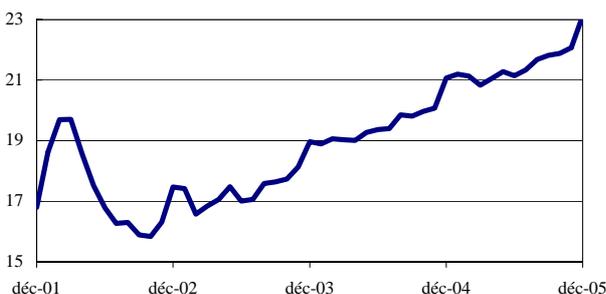
#### Répartition par quantité au 31 décembre 2005



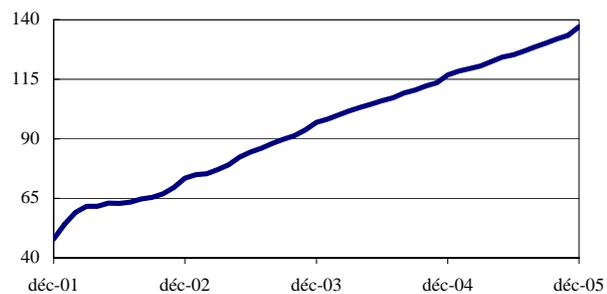
### 8.2 Emission mensuelle de pièces euros

#### Emissions nettes cumulées de pièces (à fin décembre 2005)

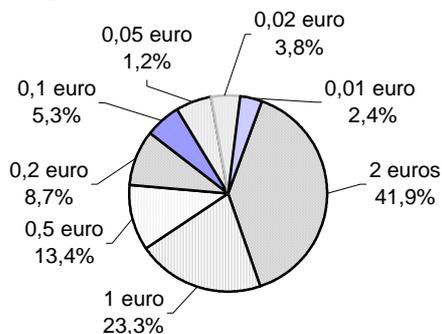
en valeur (en millions d'euros)



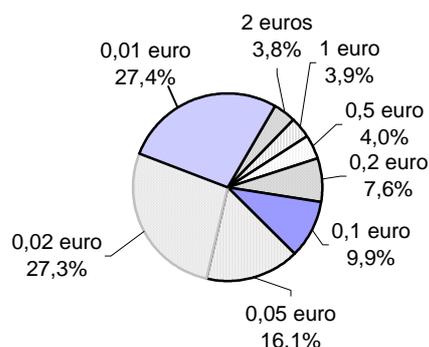
en volume (en millions d'unités)



#### Répartition en valeur au 31 décembre 2005



#### Répartition par quantité au 31 décembre 2005



**INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis**

**Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32**

**Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : F. DALLIER

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 3 avril 2006

Dépôt légal – Avril 2006